

Le défi de nos ressources

Etude ELABE pour VEOLIA

Périmètre et méthode

Etude réalisée dans 28 pays auprès d'échantillons nationaux représentatifs de la population résidente âgée de 18 ans et + (500 personnes interrogées dans chaque pays, soit 14 000 répondants).

Représentativité assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables de genre, âge, catégorie socio-professionnelle ou référence équivalente selon pays, et région.

Afrique	Amérique	Asie	Europe	Océanie
Afrique du Sud	Argentine	Arabie Saoudite	Allemagne	Australie
Côte d'Ivoire	Brésil	Chine	Belgique	
Maroc	Canada	Corée du Sud	Espagne	
	Colombie	Emirats arabes unis	France	
	Etats-Unis	Inde	Hongrie	
	Mexique	Japon	Italie	
			Pays-Bas	
			Pologne	
			République Tchèque	
			Royaume-Uni	
			Slovaquie	
			Suède	

Interrogation online (à l'exception de la Côte d'Ivoire : recueil en face à face).

Terrains réalisés du 10 novembre au 4 décembre 2017.

Enseignements

En décembre dernier, deux ans après la signature de l'accord de Paris, entreprises, Etats, institutions publiques et philanthropes réunis au *One Planet Summit* rappelaient d'une même voix : « *Nous sommes UNE SEULE planète* ».

Cette évidence est devenue conviction et conscience mondiale de l'interdépendance de nos destins. Dans chacun des 28 pays interrogés¹, quels que soient le niveau de développement, la qualité objective de l'accès aux ressources et à l'alimentation, le niveau de pollution de l'eau, de l'air et des sols, 84% à 98% des habitants affirment que *quel que soit le pays dans lequel on vit, nos destins sont tous liés par les choix que nous faisons aujourd'hui en matière d'énergie, d'alimentation et de lutte contre les pollutions*.

Le défi de nos ressources est universel et s'impose donc comme un combat qui ne peut être que commun.

La certitude de cette solidarité de destins s'accompagne d'un sentiment d'urgence qui traverse les frontières.

En Asie, en Amérique, au Moyen-Orient, en Europe, en Afrique et en Océanie une majorité des habitants des pays interrogés jugent qu'il est nécessaire d'agir rapidement pour relever les défis écologiques, énergétiques et alimentaires (urgence moyenne de chaque défi établie à 6.6/10 sur une échelle de 0 à 10).

Le *développement de la part des énergies renouvelables dans les sources d'énergie utilisées pour couvrir les besoins de leur pays, la qualité de l'air, l'accès à une alimentation de bonne qualité pour la santé et en quantité suffisante pour couvrir les besoins de chacun, et la qualité de l'eau* sont les cinq enjeux les plus fréquemment cités dans ces 28 pays.

¹ Découvrez l'exhaustivité des données de l'étude sur www.challenge-of-resources.veolia.com

Mais si la nécessité d’agir est partagée, l’intensité de l’urgence et les priorités d’actions dépendent étroitement de leur situation actuelle. Et les inégalités sont criantes, l’hétérogénéité des diagnostics frappante.

La disparité des choix politiques et de l’accès aux ressources produit de profondes lignes de fracture entre les citoyens de la planète. Entre la Corée du Sud qui recycle plus de la moitié (59%) de ses déchets collectés et la Colombie qui en recycle moins d’1%, ou entre la Suède dont près de la moitié du mix énergétique est d’origine renouvelable et l’Arabie Saoudite qui recourt presque exclusivement aux énergies fossiles (gaz et pétrole), les différentes trajectoires nationales illustrent l’inégalité des habitants du monde face aux défis de l’alimentation, de l’énergie et des pollutions².

Parmi les 28 nationalités interrogées, deux scénarii extrêmes se dessinent : la Côte d’Ivoire et la Suède.

- **La Côte d’Ivoire se distingue par sa vulnérabilité actuelle et son refus du fatalisme.**

Face à une situation qu’ils jugent critique (4.8 sur une échelle de 0 à 10³), les Ivoiriens expriment une urgence alimentaire, écologique et énergétique absolue (respectivement 8.0, 7.9 et 7.4 sur une échelle de 0 à 10). *La qualité de la gestion des déchets, l’accès à l’assainissement et à une alimentation de bonne qualité pour la santé* sont leurs trois priorités.

Ils refusent pourtant la résignation. Une majorité affirme aujourd’hui que leur pays sera capable dans les 20 prochaines années de leur *garantir une alimentation suffisante en quantité et en qualité* (65%), de *répondre à la demande énergétique* (74%) et de *réduire les pollutions de l’eau, de l’air et des sols* (63%).

Le décalage est singulier entre ce bilan alarmant, l’inquiétude diffuse que suggère l’urgence exprimée, et la confiance affichée. Il est d’autant plus remarquable que la confiance des Ivoiriens dans leur pays est comparable ou à peine plus fragile que celle d’opinions publiques dont les pays disposent de ressources objectivement supérieures et dont la situation alimentaire, écologique et énergétique actuelle est plus favorable. C’est, entre autres exemples, le cas de la France en matière énergétique⁴ ...

- **L’opinion publique suédoise (et la situation objective du pays) offre un contraste saisissant :** les Suédois décrivent un pays dans lequel la qualité de l’air, de l’eau et des sols, l’accès à l’énergie et à l’alimentation sont bons (8.0/10). Ils prônent néanmoins la vigilance : si l’urgence perçue est la plus faible des 28 pays interrogés, elle est loin d’être nulle (3.6/10 en moyenne, 4.6/10 pour le développement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique). Ils sont sereins quant à la capacité de la Suède à relever le défi des ressources (80%).

Entre ces antipodes, une multitude de situations et de priorités se dessinent⁵.

Mais les citoyens du monde partagent une attitude commune : le renoncement n’est pas une option. Malgré les peurs qui s’expriment, une majorité des 28 opinions publiques fait le choix de l’espoir – souvent prudent, résolu dans quelques pays. Elles jugent que leur pays a les capacités de relever les défis alimentaires, énergétiques et écologiques. Et comme en témoignent les Ivoiriens, les pays les plus vulnérables ne sont pas les moins confiants.

² Données publiques disponibles, sources : Banque Mondiale, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Division Statistique des Nations Unies (UNSD), Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO), Agence Internationale de l’Energie (AIE), Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME).

³ Echelle de 0 à 10 : la note 0 signifie que la situation actuelle dans le pays est très mauvaise, la note 10 qu’elle est très bonne.

⁴ 79% des Français pensent que leur pays a toutes les capacités pour répondre à la demande énergétique croissante, soit 5 points de plus que les Ivoiriens.

⁵ L’analyse des opinions publiques dessine 8 groupes de pays, voir analyse de ces groupes pages 4 et suivantes.

C'est d'abord à l'intelligence humaine que les 14 000 personnes interrogées font confiance pour relever le défi de nos ressources. Créativité (*innovations technologiques*, 85%) et responsabilité individuelle (*évolution des comportements individuels*, 84%) sont les deux premiers leviers du changement de paradigme dans une très grande majorité de pays, juste devant les financements (83%) et la réglementation (80%).

S'ils croient l'homme capable de concevoir des solutions, les citoyens du monde sont globalement prudents sur la capacité de leur mise en œuvre à grande échelle dans leur pays dans les 20 prochaines années.

Indiens, Chinois, Emiratis et Saoudiens font exception et misent sur le déploiement de l'ensemble des solutions proposées (probabilité de mise en œuvre supérieure à 6.0/10 pour toutes les solutions, et jusqu'à 7.7/10).

- Probablement parce que de nombreux pays en ont déjà pris le chemin ou constaté que d'autres l'avaient emprunté avec de premiers succès, *la généralisation de la production d'énergies renouvelables, la transformation des déchets organiques en engrais, la généralisation du recyclage de tous les déchets pour récupérer toutes les matières et de l'assainissement des eaux usées* sont les quatre solutions dont la mise en œuvre fait l'objet de moins de doutes (en moyenne sur les 28 pays respectivement 6.6, 6.5, 6.4 et 6.4 sur une échelle de probabilité de 0 à 10, et jusqu'à 7.7/10 en Chine).

Le pari que font les habitants du monde sur ces deux dernières solutions traduit une révolution silencieuse : s'installe progressivement dans l'opinion publique mondiale la conviction que nos déchets sont nos premières ressources. Ce qui annonce la disparition progressive de la notion de déchet dans son sens classique – un bien qui n'a plus d'utilité au point de devoir être éliminé – et une profonde transformation du rapport à nos ressources.

- Ils sont beaucoup moins nombreux à parier sur des *espaces urbains dédiés à l'agriculture, l'alimentation du bétail et des poissons d'élevage avec des larves d'insectes plutôt qu'avec des céréales* ou la *captation du CO₂ dans l'atmosphère pour le stocker et / ou le réutiliser* (respectivement 5.3/10, 5.3/10 et 5.4/10). Résistances culturelles ou difficultés à projeter l'inconnu, ces solutions sont aujourd'hui les moins vraisemblables.

Charge aux entreprises et aux acteurs publics d'en démontrer l'utilité et la performance pour relever le défi de nos ressources et accompagner les 9 milliards d'êtres humains qui peupleront notre planète en 2050 à réfléchir le monde autrement.

Côte d'Ivoire : le choix de l'espoir

Avec une population qui va quasiment être multipliée par deux d'ici 2040, un PIB par habitant de 1 526\$, soit sept fois inférieur au PIB mondial moyen⁶, la Côte d'Ivoire se distingue par sa vulnérabilité actuelle mais son refus net du fatalisme, sans doute alimenté par une croissance record de 8.8% en 2016.

Le décalage est singulier entre un bilan alarmant, l'inquiétude diffuse que suggère l'urgence exprimée, et la confiance affichée.

Face à une situation qu'ils jugent critique (4.8/10 sur une échelle de 0 à 10), **les Ivoiriens expriment une urgence alimentaire, écologique et énergétique absolue** (respectivement 8.0, 7.9 et 7.4 sur une échelle de 0 à 10). *La qualité de la gestion des déchets, l'accès à l'assainissement et à une alimentation de bonne qualité pour la santé* sont leurs trois priorités (respectivement 8,6, 8,3 et 8,1/10).

Ils refusent pourtant la résignation. Une majorité affirme aujourd'hui que leur pays sera capable dans les 20 prochaines années de leur *garantir une alimentation suffisante en quantité et en qualité* (65%), de *répondre à la demande énergétique* (74%) et de *réduire les pollutions de l'eau, de l'air et des sols* (63%).

Ils font majoritairement le pari de la *généralisation de la production d'énergies renouvelables* et de l'amélioration de l'empreinte écologique de la production d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) d'ici 20 ans dans leur pays (respectivement 64% et 62%). Ils sont beaucoup moins nombreux à accorder du crédit à la mise en œuvre de la *captation du CO₂ dans l'atmosphère pour le stocker et / ou le réutiliser* et au *recyclage des eaux usées pour l'agriculture* (respectivement 4,6 et 5,1/10 sur une échelle de probabilité de 0 à 10).

En Côte d'Ivoire plus qu'ailleurs, le levier des financements est tenu pour décisif (87%). Il est jugé d'importance équivalente à l'évolution des comportements individuels pour relever le défi des ressources, et précède les innovations technologiques (84%) et les instruments réglementaires (81%).

⁶ PIB mondial moyen par habitant en 2016 : 10 191 \$ en dollars courants (source Banque Mondiale).

Colombie / Mexique / Argentine / Brésil / Afrique du Sud : le sentiment d'urgence

Colombiens, Mexicains, Argentins, Brésiliens et Sud-Africains partagent un diagnostic très inquiet de leurs situations écologiques, énergétiques et alimentaires, l'acuité de l'urgence et doutent de la capacité de leur pays à relever ces défis dans les 20 prochaines années.

Ils sont les habitants du monde les plus inquiets au regard de leur situation actuelle et face au défi de nos ressources.

Qualité de la gestion des déchets, développement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et accès à l'assainissement sont les trois points jugés les plus critiques (évaluation <5.3/10 dans chacun de ces pays). **L'accès à une alimentation suffisante, en quantité et en qualité, est jugé précaire. Les pollutions des sols, de l'air et de l'eau sont pointées du doigt par près d'un habitant sur deux.**

L'accès à l'énergie est le mieux évalué (compris entre 5.5/10 en Afrique du Sud et 6.4/10 en Colombie), mais jugé défaillant par près de 40% des latino-américains et par 48% des Sud-Africains en raison de la fragilité de leurs réseaux de distribution.

Ces constats font écho à des carences objectives : moins de 5% des déchets collectés sont recyclés⁷, et moins de 60% des habitants sont raccordés à un système de traitement des eaux usées (la Colombie fait figure d'exception avec 77% de la population connectée, mais son opinion publique est pourtant tout aussi critique que dans les autres pays).

C'est d'une même voix qu'ils expriment l'impérieuse nécessité d'agir dans chacun de leurs pays. Colombiens, Mexicains, Argentins, Brésiliens et Sud-Africains sont, aux côtés des Ivoiriens, des Indiens et des Chinois – mais à situation perçue beaucoup plus vulnérable qu'Indiens et Chinois – les habitants du monde qui font part du plus fort sentiment d'urgence alimentaire, écologique et énergétique.

Cette injonction à agir se heurte au doute. Les fragilités actuelles obèrent leur confiance dans la capacité de leurs pays à relever les défis, notamment à réduire les pollutions de l'eau, de l'air et des sols. Colombie, Afrique du Sud et Brésil se jugent les plus démunis⁸.

La probabilité de déploiement à grande échelle des innovations technologiques est jugée faible (moyenne à 5.3/10), et parmi les plus faibles enregistrées dans les 28 pays.

⁷ Sources UNSD et Banque Mondiale. Données non disponibles pour l'Argentine et l'Afrique du Sud.

⁸ 50% des Colombiens, 51% des Sud-Africains, 53% des Brésiliens, 56% des Mexicains et 63% des Argentins jugent que leur pays a les capacités de relever les défis alimentaires, écologiques et énergétiques.

Ce sont les scores les plus bas, avec le groupe Maroc / Italie / Espagne / Hongrie / Pologne / République Tchèque / Slovaquie / Japon / Corée du Sud, dont les situations écologiques, énergétiques et alimentaires sont cependant perçues plus favorables.

Maroc / Italie / Espagne / Hongrie / Pologne / République Tchèque / Slovaquie / Japon / Corée du Sud : la peur de l'échec

Marocains, Italiens, Espagnols, Hongrois, Polonais, Tchèques, Slovaques, Japonais et Sud-Coréens présentent des **situations économique, démographique, énergétique, alimentaire et écologique objectivement hétérogènes**.

Ils en partagent pourtant **une perception largement analogue**, qui esquisse trois niveaux d'enjeux :

- **Ils dressent le bilan d'un environnement dégradé** (pollution de l'air et carences dans la gestion des déchets) **et d'un développement très insuffisant de la part des énergies renouvelables dans leur mix énergétique**.
Ce diagnostic environnemental et énergétique traduit, malgré la diversité des situations locales, des vulnérabilités objectives partiellement communes : la part des déchets recyclés est inférieure à 25% dans 8 de ces 9 pays (à l'exception de la Corée du Sud qui recycle 59% de ses déchets, mais dont les habitants dressent pourtant le même constat d'insuffisance – qualité de la gestion des déchets évaluée à 5.3/10 sur une échelle de 0 à 10) ; et la part de la population exposée à un niveau trop élevé de particules fines selon l'Organisation mondiale de la Santé tangente ou atteint les 100%.
- **Accès à l'énergie et fiabilité de sa distribution font l'objet d'un bilan positif dans 6 de ces 8 pays (situation évaluée > 6.4/10 dans chacun de ces pays et jusqu'à 7.9/10 en République Tchèque)**.
Espagne et Japon font exception : la « pauvreté énergétique » espagnole⁹ et la mutation en cours du système énergétique japonais après l'accident de Fukushima produisent un même sentiment de vulnérabilité énergétique (situation énergétique < 5.5/10 dans les deux pays).
- Marocains, Italiens, Espagnols, Hongrois, Polonais, Tchèques, Slovaques, Japonais et Sud-Coréens **estiment disposer d'un accès correct à l'alimentation pour couvrir leurs besoins en quantité**¹⁰. La qualité est un point d'attention dans tous ces pays, sans être jugée mauvaise.
A noter : malgré la plus grande fragilité objective de leur situation alimentaire, les Marocains en font une évaluation dans la moyenne de ce groupe de pays¹¹.

Ce bilan commun les porte à inscrire la *qualité de l'air, le développement des énergies renouvelables et la qualité de la gestion des déchets* en tête des défis à relever.

C'est sur l'intensité de l'urgence et la hiérarchie des priorités qu'ils dessinent que les Marocains pointent l'enjeu alimentaire de leur pays et se distinguent : *l'accès à l'eau potable* (6.8/10 sur une échelle d'urgence de 0 à 10) est le premier enjeu des Marocains, devant *l'accès à une alimentation en quantité suffisante*, et précède les défis énergétiques et écologiques.

C'est **l'attitude de ces pays face au défi des ressources** qui dessine le contraste le plus saisissant avec les autres pays, compte tenu de la situation décrite : **ils affichent tous une prudente réserve sur leur capacité à répondre à l'urgence écologique**.

55% des Italiens, un Slovaque sur deux, 44% des Espagnols et des Hongrois, 40% des Marocains, 38% des Tchèques, 35% des Polonais et 34% des Sud-Coréens jugent que leur pays n'a pas du tout les capacités de réduire les pollutions

⁹ Estimée à près de 17% des foyers espagnols par un rapport de l'*Asociación de Ciencias Ambientales* de 2014, la pauvreté énergétique s'applique aux foyers « incapables de payer une quantité suffisante d'énergie pour satisfaire leurs besoins domestiques et / ou s'ils se voient dans l'obligation de consacrer une part excessive de leurs revenus au paiement de la facture énergétique de leur habitation. » (Notion définie en 2012 par l'ACA).

¹⁰ L'accès à l'eau potable est garanti pour plus de 98% de la population (hors Corée du Sud à 93.4%, source OMS 2015) ; le taux de sous-nutrition est inférieur à 2.5% (hormis Slovaquie à 3.1%, source FAO, 2017) ; et le budget alimentaire pèse moins de 18% dans les dépenses des ménages (source OCDE, 2014).

¹¹ Les dépenses alimentaires à domicile représentent 44% du budget des ménages marocains. L'eau potable est accessible à 85,4% de la population. Le taux de sous-nutrition est de 3.5% (sources OCDE, 2014 ; OMS, 2015, FAO, 2017).

de l'air, de l'eau et des sols. Et si une majorité de Japonais choisit le parti de la confiance, le doute est tenace : 40% expriment une incertitude – *mon pays a plutôt les capacités*, et 27% affirment qu'il n'en est pas capable.

La confiance est plus solide sur les enjeux énergétiques et alimentaires. Mais bien plus fragile que dans des pays dont la vulnérabilité actuelle est sans conteste plus forte. La comparaison avec la Côte d'Ivoire, notamment, est frappante.

Cette inclinaison au pessimisme ne signifie ni indifférence, ni renoncement.

La nécessité d'agir est une certitude pour une majorité des habitants de ces pays. Mais le spectre de la défaite attise le doute, et obère leur capacité à projeter la mise en œuvre de solutions sur leur territoire (probabilité inférieure à 5.5/10 sur une échelle de 0 à 10, à l'exception de la *transformation des déchets organiques en engrais*, la *généralisation de la production d'énergies renouvelables*, de *l'assainissement des eaux usées* et du *recyclage de tous les déchets pour récupérer toutes les matières* qui atteignent une probabilité moyenne de mise en œuvre d'ici 20 ans de 6.0/10).

Belgique / Pays-Bas / Etats-Unis / Arabie Saoudite / Emirats arabe unis : le pari de la transformation

Belgique, Pays-Bas, Etats-Unis, Arabie Saoudite, et Emirats arabes unis affichent des PIB nominaux par habitant très supérieurs au PIB mondial moyen¹². Ils présentent des profils énergétiques comparables, avec une consommation élevée¹³ et une forte dépendance aux énergies fossiles¹⁴.

Les habitants de ces 5 pays partagent également une commune perception de leurs situations respectives. Ils dressent un bilan global positif de l'accès à l'alimentation, de l'état de l'environnement et de la réponse à la demande énergétique (évaluation comprise entre 6.8/10 pour la Belgique et 7.6/10 pour les Pays-Bas, sur une échelle de 0 à 10).

Mais ce diagnostic n'est pas exempt de fragilités : qualité environnementale de l'air et des sols, part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et gestion des déchets sont des points d'attention, voire de vulnérabilité.

Si la situation décrite n'est pas à l'urgence, Belges, Hollandais, Américains, Saoudiens et Emiratis partagent pourtant le sentiment commun qu'alimentation, énergie et pollutions sont des défis qui doivent être relevés (urgence évaluée entre 6,5 et 7 sur une échelle de 0 à 10). Le *développement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique* cristallise l'attention et s'impose comme une priorité (urgence évaluée à 6,5/10 aux Emirats arabes unis, 6,8/10 en Belgique et en Arabie Saoudite, 7/10 aux Etats-Unis et 7,2/10 aux Pays-Bas). Il précède de peu l'urgence écologique : qualité de l'air et de l'eau.

Face au défi des ressources, une majorité des habitants de ces pays fait le choix de la confiance : 85% des Hollandais, 79% des Emiratis et des Américains, 75% des Saoudiens et 72% des Belges jugent que leur pays a les capacités de relever les défis alimentaires, énergétiques et écologiques.

Ils font majoritairement le pari d'une *généralisation de la production d'énergies renouvelables, du recyclage de tous les déchets pour récupérer toutes les matières, de la transformation des déchets organiques en engrais et de l'assainissement des eaux usées d'ici 20 ans* dans leur pays (probabilités moyennes de mise en œuvre comprises entre 6,9 et 7,2, sur une échelle de 0 à 10).

¹² Le produit Intérieur Brut mondial moyen par habitant est de 10 191 \$ en dollars courants (source Banque Mondiale, 2016). Dans ces 5 pays, il est compris entre 37 622 \$ et 57 467 \$ (dollars courants), hormis en Arabie Saoudite où il est de 20 029 \$ par habitant. Tous ces pays enregistrent un taux de croissance positif de leur PIB en 2016 : de 1,2% en Belgique à 3% dans les Emirats arabes unis.

¹³ La consommation d'énergie totale répartie par tête est comprise entre 190 et 300 gigajoules (source UNSD, 2013).

¹⁴ 75% à 100% de la consommation finale en sont issues – charbon, pétrole ou gaz (source AIE, 2015).

Inde / Chine : la foi dans le progrès

Colosses démographiques lancés dans une course au développement depuis une vingtaine d'années, l'Inde et la Chine affichent des taux de croissance parmi les plus élevés de la planète ¹⁵.

S'ils ont en commun le dynamisme économique, ces deux « Etats-baleines » présentent des différences sensibles de niveau de réponse à la demande énergétique et aux besoins alimentaires. Le raccordement à l'électricité plafonne à 80% de la population indienne, quand les statistiques publiques officielles indiquent 100% en Chine. Les dépenses alimentaires représentent encore 45% du budget des ménages indiens, quand les 22,5% enregistrés en Chine témoignent d'une transition alimentaire plus avancée.

Ces écarts de développement se traduisent dans l'évaluation que Chinois et Indiens font de leurs situations énergétiques, alimentaires et écologiques (respectivement 7.5 vs. 6.8/10, 7.4 vs. 6.6/10 et 6.4 vs. 6.2/10 sur une échelle de 0 à 10). La qualité de l'air fait l'objet du diagnostic le plus critique ¹⁶ (respectivement 6.1 et 5.9/10).

Mais dans les deux cas, c'est la tonalité optimiste du bilan qui frappe, significativement plus favorable que des pays européens, asiatiques ou américains dont les conditions objectives sont, sur ces trois terrains, plus positives. Indiens et Chinois font le choix résolu de dire les progrès et de taire les carences¹⁷.

Loin d'atténuer le sentiment d'urgence, cet état d'esprit les incite à affirmer sans réserve la nécessité d'agir. Si les Chinois s'inscrivent dans la moyenne constatée sur les 28 pays (urgence évaluée à 6.5/10 pour les trois défis – écologique, énergétique et alimentaire), les Indiens expriment avec une force singulière l'urgence de l'action (moyenne à 7.3/10, et niveau le plus haut à situation décrite comparable. A titre d'exemple, les Ivoiriens évaluent l'urgence à 7.8/10, mais pour une situation perçue beaucoup plus mauvaise, à 4.8/10).

Et c'est avec une même confiance – inédite parmi les 28 pays – qu'ils se projettent dans l'avenir.

Chinois et Indiens font le même pari du progrès et de la réussite : 89% des Chinois et 82% des Indiens sont convaincus que leur pays a toutes les capacités pour relever le défi des ressources d'ici 20 ans.

Cette conviction d'un progrès à portée de main les porte naturellement à juger probable – là encore à des niveaux inégalés dans les autres pays – la mise en œuvre à grande échelle, dans leurs pays respectifs, des solutions qui permettront de répondre à la demande énergétique croissante, de réduire les pollutions et de garantir à l'ensemble de la population une alimentation suffisante en quantité et en qualité.

Du *recyclage des eaux usées pour l'agriculture*¹⁸ à la *réhabilitation d'anciens sites industriels pour un usage agricole*¹⁹, en passant par *la captation du CO₂ dans l'atmosphère pour le stocker et / ou le réutiliser*²⁰, Chinois et Indiens sont une majorité à croire sans réserve en leur capacité de développement et de transformation.

Cette foi dans leur destin national aurait pu fragiliser le sentiment de dépendance réciproque entre les pays du monde. Pourtant, Indiens et Chinois font partie des habitants du monde les plus massivement convaincus de la solidarité de nos destins en matière d'énergie, d'alimentation et de lutte contre les pollutions (98% des Chinois et 95% des Indiens affirment que *quel que soit le pays dans lequel on vit, nos destins sont tous liés par les choix que nous faisons aujourd'hui en matière d'énergie, d'alimentation et de lutte contre les pollutions*).

¹⁵ Croissance moyenne sur les 5 dernières années : 6.7% en Chine et 7.1% en Inde (source Banque Mondiale, 2016).

¹⁶ Part du charbon dans l'ensemble des ressources énergétiques primaires : 45% en Chine, 67% en Inde (source AIE, 2015).

¹⁷ A titre d'exemple, les Chinois établissent à 8.0/10 l'accès à une alimentation en quantité suffisante pour couvrir les besoins de chacun. Pourtant, la prévalence de la sous-nutrition au sein de la population chinoise est de 9.6%. Mais la Chine a effectivement réduit le niveau de sous-nutrition du pays de 23.9% en 1990-92 à 9,3% en 2014-16 selon le Programme Alimentaire Mondial (source FAO, 2017).

¹⁸ Probabilité de mise en œuvre évaluée à 7.5/10 en Inde et 7.3/10 en Chine sur une échelle de 0 à 10.

¹⁹ Probabilité de mise en œuvre évaluée à 7.0/10 en Inde et 6.8/10 en Chine sur une échelle de 0 à 10.

²⁰ Probabilité de mise en œuvre évaluée à 7.0/10 en Inde et en Chine sur une échelle de 0 à 10.

France : l'optimisme prudent

Les Français font le constat de vulnérabilités écologiques²¹ (qualité de l'air et des sols évaluée à 5.8/10), d'une part insuffisante des énergies renouvelables dans le mix énergétique national²² (5.7/10), mais d'un accès fiable et satisfaisant à l'énergie (respectivement 7.1 et 7.3/10).

L'accès à l'alimentation, en quantité et en qualité, est jugé bon (respectivement 7.0 et 6.5/10).

Ce diagnostic inscrit la qualité de l'air et le développement des énergies renouvelables en tête des priorités d'action (respectivement 7.0 et 6.9/10 sur une échelle d'urgence de 0 à 10).

Et malgré la qualité perçue de la situation actuelle, la nécessité d'agir pour répondre à la demande énergétique et garantir l'accès de chacun à une alimentation de qualité est une conviction que partage une majorité de Français.

La conscience du défi de nos ressources s'installe en France.

Et ce sont l'espoir et la confiance qui prévalent : 79% des Français jugent que leur pays a les capacités, dans les 20 prochaines années, de *garantir une alimentation suffisante en quantité et en qualité*, de *répondre à la demande énergétique croissante* et 77% de *réduire les pollutions de l'eau, de l'air et des sols*.

Les Français ont profondément renouvelé leur rapport aux ressources : ils considèrent aujourd'hui naturellement les déchets comme une réponse à la raréfaction des ressources primaires. Leur valorisation est une solution crédible dont ils font le pari de la généralisation en France dans les 20 prochaines années : *transformation des déchets organiques en engrais* (7.1/10 sur une échelle de probabilité de 0 à 10), *transformation des déchets en énergie pour chauffer des serres* (6.8/10), et *recyclage de tous les déchets pour récupérer toutes les matières* (6.8/10).

Ils font en revanche un pronostic plus prudent du développement de la *captation du CO₂ dans l'atmosphère pour le stocker et / ou le réutiliser* (5.7/10), de *l'alimentation du bétail et des poissons d'élevage avec des larves d'insecte plutôt que des céréales* (5.7) et de *l'agriculture urbaine* (5.9/10). Le caractère encore largement inédit de ces solutions en France en limite probablement la projection à grande échelle.

²¹ 92% de la population est exposée à des seuils de particules fines supérieurs aux recommandations de l'OMS (source IHME, 2015).

²² Malgré une augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique français, les énergies fossiles satisfont encore la moitié de la consommation d'énergie finale dans le pays (Source Banque Mondiale, 2014).

Allemagne/ Royaume-Uni / Canada / Australie : la vigilance

Dotés d'un PIB par habitant et d'un IDH élevés²³ au regard de la moyenne mondiale, mais d'un taux de croissance inférieur à 2% en 2016 (et inférieur à la moyenne mondiale de 2,44%), **Allemands, Canadiens, Britanniques et Australiens partagent un diagnostic positif de leur situation alimentaire** (= ou > 8.0 sur une échelle de 0 à 10), **écologique** (= ou > 7.2/10) et **énergétique** (= ou > 6.7/10).

Ces pays présentent objectivement un bilan alimentaire positif : prévalence quasi-nulle de la sous-alimentation²⁴, accès à l'eau potable pour 100% de la population²⁵, et part de l'alimentation inférieure à 11% dans le budget total des ménages²⁶.

Allemands, Canadiens, Britanniques et Australiens pointent en revanche une fragilité dont ils font une urgence commune : le développement de la part des énergies renouvelables²⁷. Avec plus de 90% de la population exposés à des niveaux de particules fines supérieurs au seuil recommandé par l'OMS, Allemands et Britanniques y ajoutent la qualité de l'air.

A l'exception de ces deux enjeux, ils partagent une commune appréhension du défi des ressources : la vigilance est une nécessité, mais la situation n'est pas jugée à l'urgence (moyennes respectives de ces pays inférieures au score moyen enregistré auprès des 28 pays).

Ils se projettent sans inquiétude majeure dans les 20 prochaines années, majoritairement convaincus de la capacité de leur pays à leur garantir une alimentation suffisante en quantité et en qualité, à répondre à la demande énergétique croissante et à réduire les pollutions de l'eau, de l'air et des sols (> 75% dans chaque pays).

Difficulté à réfléchir le monde autrement ou à concevoir ce que l'on ne connaît pas, ils appréhendent avec prudence la mise en œuvre à grande échelle des innovations technologiques dans leur pays. Ils peinent à imaginer le développement de l'agriculture urbaine et l'ento-raffinerie pour l'alimentation animale (moins de 55% jugent probable le développement large de ces solutions dans leurs pays d'ici 20 ans).

Comme dans la plupart des 28 pays interrogés, *la production d'énergies renouvelables et le recyclage des déchets* sont les technologies jugées les plus crédibles, sans doute parce qu'on en sait déjà les applications et les bénéfices.

²³ Le Produit Intérieur Brut par habitant de ces pays est compris en 2016 entre 39 899 \$ et 49 928 \$ (dollars courants), pour une moyenne mondiale de 10 191 \$ (source Banque Mondiale, 2016). L'Indice de Développement Humain de ces pays est compris entre 0,909 et 0,939, pour une moyenne mondiale de 0,711 en 2014 (source UNDP, 2015).

²⁴ La prévalence de la sous-nutrition au sein de ces populations est inférieure à 2,5% (source FAO, 2017).

²⁵ 99,8% des Canadiens et 100% des Allemands, des Australiens et des Britanniques ont accès à une source d'eau améliorée, c'est-à-dire un accès suffisant et régulier à une eau saine (source OMS, 2015).

²⁶ Les dépenses alimentaires représentent 10,4% du budget des ménages allemands ; 9,8% du budget des ménages australiens ; 9,2% des ménages canadiens ; 8,6% des ménages britanniques.

²⁷ Hormis au Canada où la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale du pays atteint 22,5%, elle est inférieure à 15% en Allemagne, en Australie et au Royaume-Uni (source Banque Mondiale, 2014).

Suède : l'exigence constante

Les Suédois décrivent un pays dans lequel la qualité de l'air, de l'eau et des sols, l'accès à l'énergie et à l'alimentation sont bons (8.0/10). Ils prônent néanmoins la vigilance : si l'urgence perçue est la plus faible des 28 pays interrogés, elle est loin d'être nulle (3.6/10 en moyenne, 4.6 pour le développement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique).

Ce diagnostic et cette attitude sont le fruit de l'histoire du royaume de Suède.

Précoce, et précurseur du développement durable, le pays affiche depuis les années 60 une ambition environnementale nationale et internationale constante et peu commune. En 1996, son gouvernement affirmait : « *La Suède s'appliquera à être un chef de file mondial et un exemple pour les autres pays quant à ses efforts pour créer un développement écologiquement durable. La prospérité sera bâtie sur une utilisation plus efficace des ressources naturelles – énergie, eau et matériaux bruts* ».

La Suède demeure une exception environnementale. Elle affichait fin 2014 une consommation en énergie finale à 50% d'origine renouvelable. Le niveau d'exposition annuel moyen des Suédois aux particules fines est inférieur au seuil de l'OMS. En 2016, elle se plaçait au 3^{ème} rang du classement de l'université de Yale sur l'indice de performance environnementale²⁸. Et elle fait le pari de la neutralité carbone en 2050.

Malgré les obstacles qui jalonnent le chemin de la durabilité, l'intégration historique du défi des ressources aux politiques publiques nationales et au quotidien des Suédois produisent une confiance solide. Les Suédois sont très majoritairement sereins quant à la capacité de leur pays à relever le défi de l'accès à une alimentation en quantité et en qualité suffisantes pour couvrir les besoins de chacun (82%), à *répondre à la demande énergétique croissante* (82%) et à *réduire les pollutions de l'eau, de l'air et des sols* (80%) dans les 20 prochaines années.

Pour poursuivre le combat engagé, ils font sans réticence le pari de la *généralisation de la production d'énergies renouvelables* (7.2 sur une échelle de probabilité de 0 à 10), de *la production de carburants à partir des déchets* (7.1/10), de *la transformation des déchets organiques en engrais* (7.0/10) et de *la généralisation du recyclage de tous les déchets pour récupérer toutes les matières* (6.9/10).

Mais pas plus que la plupart des autres opinions publiques, ils ne parviennent à projeter la mise en œuvre à grande échelle dans leur pays de solutions technologiques encore émergentes. Ils expriment une prudente réserve sur le développement de l'agriculture urbaine (4.6/10) et de *la réhabilitation d'anciens sites industriels pour un usage agricole* (4.9/10).

²⁸ L'*Environmental Performance Index* (EPI) de l'université de Yale classe la performance des pays sur les questions environnementales prioritaires dans deux domaines : la protection de la santé humaine et la protection des écosystèmes. Au sein de ces deux domaines, la performance des pays est évaluée au moyen de 20 indicateurs, répartis dans 9 catégories d'enjeux : climat et énergie, biodiversité et habitat naturel, pêche, forêts, agriculture, ressources en eau, qualité de l'air, eau et assainissement, et effets sur la santé. L'index permet d'évaluer la performance de chaque pays vis-à-vis des objectifs internationaux fixés, ou, en l'absence d'objectifs établis, de comparer la performance des pays les uns par rapport aux autres. http://epi.yale.edu/sites/default/files/2016EPI_Full_Report_opt.pdf

ANNEXES

1. Sentiment d'interdépendance

Question : *Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « Quel que soit le pays le pays dans lequel on vit, nos destins sont tous liés par les choix que nous faisons aujourd'hui en matière d'énergie, d'alimentation et de lutte contre les pollutions » ?*

1	Chine	98 %
2	Hongrie	95
3	Inde	95
4	Italie	95
5	Argentine	94
6	Corée du Sud	94
7	Canada	93
8	Pologne	93
9	Afrique du Sud	93
10	Colombie	92
11	Mexique	92
12	Slovaquie	92
13	Espagne	92
14	Emirats arabes unis	92
15	USA	92
16	Allemagne	91
17	Pays-Bas	91
18	République Tchèque	90
19	Australie	89
20	France	89
21	Suède	89
22	Brésil	88
23	Japon	88
24	Royaume-Uni	88
25	Cote d'Ivoire	87
26	Arabie Saoudite	87
27	Belgique	84
28	Maroc	84

Tableau 1.

Classement des 28 pays établi sur la part de leur population en accord avec l'affirmation suivante « *Quel que soit le pays le pays dans lequel on vit, nos destins sont tous liés par les choix que nous faisons aujourd'hui en matière d'énergie, d'alimentation et de lutte contre les pollutions* » ? (en %, total d'accord, ordre décroissant)

2. Evaluation de la situation

Question : Pour chacun des sujets suivants, comment évaluez-vous la situation actuelle de votre pays ?

La note 10 signifie que vous jugez que la situation actuelle dans votre pays est très bonne, la note 0 qu'elle est très mauvaise. Les notes intermédiaires vous permettent de nuancer votre réponse.

Tableau 2. Moyenne des résultats enregistrés dans les 28 pays, du sujet dont la situation actuelle est jugée la meilleure au sujet dont la situation est jugée la moins bonne.

1	Accès à l'eau potable	7,3 / 10
2	Accès à l'énergie	6,9
3	Fiabilité et sécurité de la distribution d'énergie (électricité, gaz)	6,8
4	Accès à une alimentation en quantité suffisante pour couvrir les besoins de chacun	6,8
5	Qualité de l'eau	6,7
6	Accès à une alimentation de bonne qualité pour votre santé	6,5
7	Accès à l'assainissement (évacuation et épuration des eaux usées avant qu'elles soient rejetées dans le milieu naturel)	6,3
8	Qualité de l'air	6,0
9	Qualité environnementale des sols	6,0
10	Qualité de la gestion des déchets	5,7
11	Développement de la part des énergies renouvelables dans les sources d'énergie utilisées pour couvrir les besoins de votre pays	5,7

1	Suède	8,0 / 10
2	Allemagne	7,6
3	Pays-Bas	7,6
4	Canada	7,6
5	Royaume-Uni	7,5
6	Australie	7,4
7	Emirats arabe unis	7,3
8	Chine	7,0
9	USA	7,0
10	Arabie Saoudite	6,9
11	Belgique	6,8
12	République Tchèque	6,8
13	France	6,6
14	Inde	6,4
15	Pologne	6,3
16	Hongrie	6,2
17	Slovaquie	6,2
18	Japon	6,0
19	Corée du Sud	6,0
20	Maroc	6,0
21	Italie	5,9
22	Espagne	5,7
23	Colombie	5,6
24	Afrique du Sud	5,5
25	Argentine	5,5
26	Mexique	5,4
27	Brésil	4,9
28	Côte d'Ivoire	4,8

Tableau 3. Classement des 28 pays établi sur la moyenne de leur évaluation de la situation actuelle des 11 sujets.

3. Sentiment d'urgence

Question : *Comment évaluez-vous le degré d'urgence à relever chacun des défis suivants dans votre pays ?*
 La note 10 signifie que vous jugez le degré d'urgence très élevé, la note 0 que vous jugez le degré d'urgence très faible.
 Les notes intermédiaires vous permettent de nuancer votre réponse.

Tableau 4. Moyenne des résultats enregistrés dans les 28 pays, du défi jugé le plus urgent au défi jugé le moins urgent.

1	Développement de la part des énergies renouvelables dans les sources d'énergie utilisées pour couvrir les besoins de votre pays	6,8 / 10
2	Qualité de l'air	6,7
3	Accès à une alimentation de bonne qualité pour votre santé	6,6
4	Accès à une alimentation en quantité suffisante pour couvrir les besoins de chacun	6,6
5	Qualité de l'eau	6,6
6	Qualité de la gestion des déchets	6,5
7	Accès à l'eau potable	6,5
8	Accès à l'assainissement (évacuation et épuration des eaux usées avant qu'elles soient rejetées dans le milieu naturel)	6,5
9	Fiabilité et sécurité de la distribution d'énergie (électricité, gaz)	6,4
10	Accès à l'énergie	6,4
11	Qualité environnementale des sols	6,4

1	Côte d'Ivoire	7,8 / 10
2	Mexique	7,7
3	Argentine	7,6
4	Colombie	7,4
5	Inde	7,3
6	Hongrie	7,2
7	Brésil	7,0
8	Pays-Bas	7,0
9	Arabie Saoudite	6,9
10	Pologne	6,9
11	Afrique du Sud	6,8
12	Espagne	6,8
13	Belgique	6,7
14	Emirats arabes unis	6,5
15	France	6,5
16	Chine	6,5
17	USA	6,5
18	République Tchèque	6,4
19	Corée du Sud	6,4
20	Slovaquie	6,4
21	Maroc	6,3
22	Allemagne	6,2
23	Canada	5,9
24	Italie	5,8
25	Australie	5,8
26	Royaume-Uni	5,7
27	Japon	5,7
28	Suède	3,6

Tableau 5. Classement des 28 pays établi sur la moyenne de leur évaluation du degré d'urgence à relever chacun des 11 défis.

4. Probabilité de mise en œuvre à grande échelle des solutions dans 20 ans dans chaque pays

Question : Pour relever les défis en matière d'alimentation, d'énergie, de pollutions, quelle est selon vous la probabilité pour que chacune des solutions suivantes soit largement mise en œuvre dans votre pays dans 20 ans ?

La note 10 signifie que vous estimez qu'il est très probable que la solution sera largement mise en œuvre dans votre pays dans 20 ans, la note 0 que vous estimez que cela est très improbable. Les notes intermédiaires vous permettent de nuancer votre réponse.

Tableau 6. Moyenne des résultats enregistrés dans les 28 pays, de la solution dont la mise en œuvre est jugée la plus probable à la solution dont la mise en œuvre est jugée la moins probable.

1	Généraliser la production d'énergies renouvelables	6,6 / 10
2	Transformer les déchets organiques (déchets alimentaires, déchets verts et déchets agricoles) en engrais	6,5
3	Généraliser le recyclage de tous les déchets pour récupérer toutes les matières	6,4
4	Généraliser l'assainissement des eaux usées	6,4
5	Transformer les déchets en énergie pour chauffer des serres	6,2
6	Réduire la consommation énergétique des bâtiments et des infrastructures avec un confort ou un service équivalents	6,2
7	Produire des carburants à partir des déchets	6,1
8	Recycler les eaux usées pour l'agriculture	6,1
9	Mettre en place des dispositifs de production d'énergie dans chaque habitation (comme des panneaux solaires, une éolienne, ...)	6,0
10	Rendre la production d'énergies fossiles (pétrole, gaz naturel, charbon) plus propre	6,0
11	Stocker l'électricité en grande quantité pour l'utiliser ultérieurement	6,0
12	Mettre en œuvre des dispositifs pour assainir l'air dans les bâtiments	5,9
13	Produire de l'énergie localement pour rendre autonome chaque ville ou territoire	5,9
14	Dépolluer les sols et réhabiliter d'anciens sites industriels	5,8
15	Réhabiliter d'anciens sites industriels pour un usage agricole	5,5
16	Capter le CO2 dans l'atmosphère pour le stocker et/ou le réutiliser	5,4
17	Nourrir le bétail et les poissons d'élevage avec des larves d'insectes plutôt qu'avec des céréales	5,3
18	Dédier plus d'espaces urbains à l'agriculture	5,3

Tableau 7. Classement des 28 pays établi sur la probabilité moyenne de mise en œuvre des 18 solutions.

1	Chine	7,4 / 10	15	République Tchèque	5,8 / 10
2	Inde	7,3	16	Côte d'Ivoire	5,8
3	Emirats arabe unis	7,0	17	Maroc	5,8
4	Pays Bas	6,8	18	Japon	5,7
5	Arabie Saoudite	6,7	19	Pologne	5,7
6	France	6,4	20	Espagne	5,5
7	Canada	6,4	21	Mexique	5,5
8	Belgique	6,3	22	Italie	5,5
9	Allemagne	6,3	23	Colombie	5,5
10	USA	6,3	24	Argentine	5,4
11	Royaume-Uni	6,2	25	Afrique du Sud	5,3
12	Suède	6,2	26	Brésil	5,0
13	Australie	6,1	27	Slovaquie	4,9
14	Corée du Sud	6,1	28	Hongrie	4,7

5. Importance des leviers pour relever les défis de l'alimentation, de l'énergie et de la lutte contre les pollutions dans votre pays

Question : Selon vous, quelle est l'importance de chacun des leviers suivants pour relever les défis de l'alimentation, de l'énergie et de la lutte contre les pollutions dans votre pays ?

La note 10 signifie que vous estimez que ce levier est très important pour relever ces défis, la note 0 que ce levier n'est pas du tout important pour relever ces défis. Les notes intermédiaires permettent de nuancer votre réponse.

Tableau 8. Moyenne des résultats enregistrés dans les 28 pays, du levier jugé le plus important au levier jugé le moins important (en % de la population ayant attribué une note > 5/10, total important)

1	Les innovations technologiques	85 %
2	L'évolution des comportements individuels	84
3	Les financements	83
4	Les réglementations	80

6. Evaluation de la capacité de son pays à relever les défis de l'alimentation, de l'énergie et des pollutions

Question : Comment évaluez-vous la capacité de votre pays à relever chacun des 3 grands défis suivants dans les 20 prochaines années ?

La note 10 signifie que vous estimez que votre pays a toutes les capacités pour relever le défi, la note 0 que votre pays n'a pas du tout les capacités pour relever le défi. Les notes intermédiaires permettent de nuancer votre réponse.

1	Chine	89 %
2	Pays-Bas	87
3	Canada	84
4	Suède	81
5	Inde	80
6	Australie	79
7	France	79
8	Allemagne	79
9	Emirats arabes unis	79
10	USA	79
11	Royaume-Uni	76
12	Belgique	75
13	Arabie Saoudite	74
14	République Tchèque	72
15	Pologne	71
16	Corée du Sud	70
17	Côte d'Ivoire	65
18	Japon	64
19	Slovaquie	63
20	Espagne	62
21	Argentine	61
22	Hongrie	60
23	Maroc	57
24	Italie	56
25	Mexique	53
26	Brésil	51
27	Afrique du Sud	49
28	Colombie	46

Tableau 9. Classement des 28 pays établi sur leur évaluation de la capacité de leur pays à **garantir à l'ensemble de la population une alimentation suffisante en quantité et en qualité** (en % de la population ayant attribué une note > 5/10, total votre pays a les capacités, ordre décroissant).

Tableau 10. Classement des 28 pays établi sur leur évaluation de la capacité de leur pays à **répondre à la demande énergétique croissante** (en % de la population ayant attribué une note > 5/10, total *votre pays a les capacités*, ordre décroissant).

1	Chine	91 %	15	Corée du Sud	72 %
2	Pays-Bas	86	16	Belgique	71
3	Canada	85	17	Pologne	69
4	Inde	84	18	Argentine	66
5	Emirats arabes unis	82	19	Maroc	65
6	USA	82	20	Japon	64
7	Suède	81	21	Mexique	61
8	France	79	22	Espagne	61
9	Arabie Saoudite	79	23	Brésil	59
10	Royaume-Uni	77	24	Slovaquie	59
11	Allemagne	75	25	Hongrie	58
12	Côte d'Ivoire	74	26	Colombie	56
13	République Tchèque	74	27	Italie	56
14	Australie	72	28	Afrique du Sud	52

Tableau 11. Classement des 28 pays établi sur leur évaluation de la capacité de leur pays à **réduire les pollutions de l'eau, de l'air et des sols** (en % de la population ayant attribué une note > 5/10, total *votre pays a les capacités*, ordre décroissant).

1	Chine	84%	15	Corée du Sud	66 %
2	Pays-Bas	82	16	Pologne	65
3	Canada	81	17	Côte d'Ivoire	63
4	Inde	79	18	République Tchèque	62
5	Suède	79	19	Argentine	61
6	Emirats arabe unis	78	20	Maroc	59
7	USA	78	21	Hongrie	56
8	France	77	22	Espagne	56
9	Australie	76	23	Mexique	53
10	Royaume-Uni	76	24	Afrique du Sud	52
11	Japon	73	25	Slovaquie	50
12	Arabie Saoudite	73	26	Brésil	49
13	Allemagne	71	27	Colombie	45
14	Belgique	70	28	Italie	44

Tableau 12. Classement des 28 pays établi sur la moyenne de leur évaluation de la capacité de leur pays à relever les **3 grands défis** (en % de la population ayant attribué une note > 5/10, total *votre pays a les capacités*, ordre décroissant)

1	Chine	89 %
2	Pays-Bas	85
3	Canada	83
4	Inde	82
5	Suède	80
6	USA	80
7	Emirats arabe unis	79
8	France	78
9	Royaume-Uni	76
10	Australie	76
11	Arabie Saoudite	75
12	Allemagne	75
13	Belgique	72
14	République Tchèque	69
15	Corée du Sud	69
16	Pologne	68
17	Côte d'Ivoire	67
18	Japon	67
19	Argentine	63
20	Maroc	60
21	Espagne	60
22	Hongrie	58
23	Slovaquie	57
24	Mexique	56
25	Brésil	53
26	Italie	52
27	Afrique du Sud	51
28	Colombie	49